



Mercredi 1er Juillet 2009

Edition Abonnés - Paris

Ile-de-France

Sarkozy met le turbo sur le Grand Paris

Le grand paris avance. Le président de la République, qui s'exprimait hier à La Défense, a dévoilé un premier calendrier pour la mise en oeuvre du projet.

Un projet de loi à l'automne. « L'ampleur des enjeux doit nous amener à créer des procédures nouvelles », a expliqué Nicolas Sarkozy. La loi Blanc permettra « d'accélérer les procédures » en assouplissant les règles d'urbanisme autour d'une trentaine de gares (Saint-Denis-Pleyel, La Défense, Versailles, Saclay, Massy, Villepinte, Le Bourget, Clichy-Montfermeil...) situées sur le trajet du futur « supermétro », afin d'y faciliter les « initiatives architecturales ». Un « établissement ou une société à capitaux publics », à laquelle participeront l'Etat et les collectivités locales, avec l'aide de la SNCF et de la RATP, sera créée pour assurer la maîtrise d'ouvrage. Les débats publics doivent suivre au cours de l'hiver 2010.

Une piste pour financer les transports. Les plus-values foncières réalisées par l'Etat à la faveur des opérations d'aménagement autour des gares sont évoquées par le président pour boucler le plan de mobilisation pour les transports de la région Ile-de-France (18,6 milliards) et le « grand huit » de Christian Blanc (21 milliards). Le coût de l'ensemble est évalué à 35 milliards d'euros.

La paix avec le conseil régional. « Je n'ignore pas qu'il y a des élections bientôt (*NDLR : les régionales au printemps 2010*) mais notre devoir d'élus est de travailler ensemble. Et si on attend que les élections soient passées, on peut attendre longtemps ! On a fait un effort, vous avez fait un effort, on ne va pas faire la guerre des systèmes de transport », a déclaré Nicolas Sarkozy en référence aux projets du président PS de la région, Jean-Paul Huchon. Le gouvernement a remis à la région une liste de modifications qu'elle souhaite voir

apportées au schéma d'aménagement de l'Ile-de-France (Sdrif) voté par le conseil régional, contre l'avis du gouvernement. Un accord doit intervenir d'ici à la mi-juillet.

La reconnaissance pour Paris Métropole. « Paris Métropole peut grossir, je n'y verrai que des avantages », a assuré Nicolas Sarkozy à propos de cette assemblée des élus d'Ile-de-France lancée par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, embryon d'un Grand Paris institutionnel qui regroupe surtout des municipalités de gauche. « Mais il faut que chacun joue le jeu et que les représentants du centre et de la droite soient désignés par des élus de droite et du centre, non pas par les élus socialistes de Paris », a prévenu Sarkozy. Jusqu'à présent, les élus UMP des Hauts-de-Seine, le département du président, n'y participaient pas.

Florence Hubin avec J.-P.V.